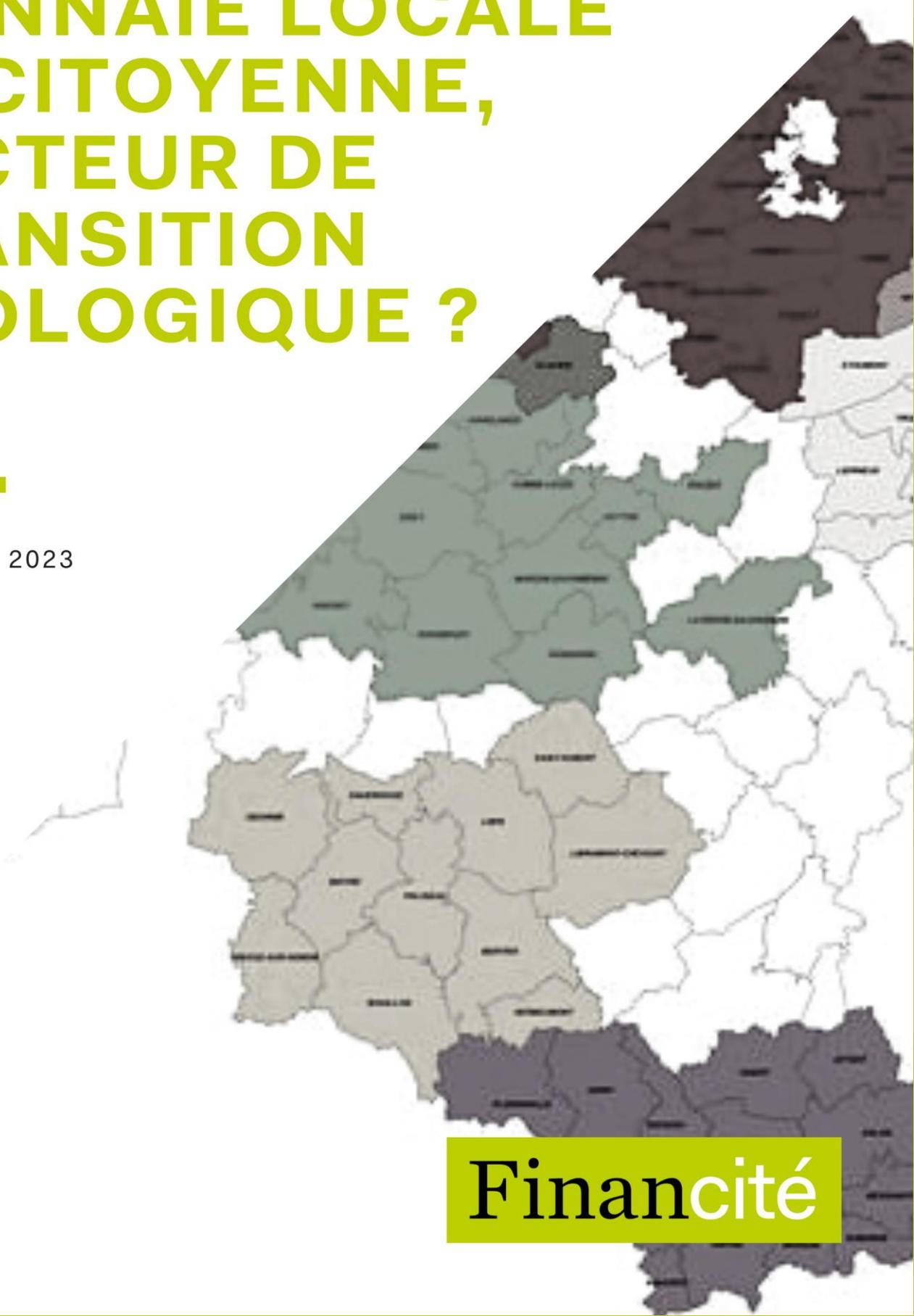


MONNAIE LOCALE ET CITOYENNE, VECTEUR DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

DÉCEMBRE 2023



Financité

Les monnaies locales et citoyennes sont souvent présentées comme un outil pour la transition écologique. Cette analyse vise à déterminer de quelle façon, dans leur charte et sur le terrain, elles œuvrent effectivement à une transition.

En quelques mots :

- L'ensemble des monnaies soutient l'économie locale et les circuits courts.
- L'économie locale est généralement associée à un bilan environnemental positif.
- L'utilisation d'une monnaie locale facilite l'achat responsable et tend vers davantage de comportements écologiques.
- A ce jour, aucune MLC en Belgique n'a évalué la mise en œuvre concrète de ses objectifs environnementaux sur le terrain.

Mots clés liés à cette analyse : monnaie locales citoyennes, réchauffement climatique, transition

Avant-propos

Qu'est-ce qu'une monnaie locale et citoyenne (MLC) ?¹

Une monnaie locale et citoyenne est une forme de monnaie qui est émise et utilisée au niveau local, en complément de la monnaie officielle. Elle a pour objectif de stimuler l'économie locale, de renforcer les liens communautaires et de promouvoir une consommation responsable.

Les MLC sont souvent émises par des organisations locales telles que des collectifs citoyens, des associations ou même des gouvernements locaux. Elles circulent dans une zone géographique restreinte déterminée (généralement une commune, une région, etc.) par le groupe initiateur en concertation avec des professionnels et des habitants du territoire, et sont conçues pour être utilisées au sein de cette communauté spécifique. Cette zone géographique est appelée "bassin de vie" de la monnaie. Il n'est dès lors pas possible d'utiliser une monnaie locale en dehors de son territoire géographique.

Le groupe initiateur établit une charte de valeurs de sa monnaie locale, incluant généralement des valeurs sociales mais aussi environnementales. Celles-ci doivent être partagées par les commerçants et autres prestataires souhaitant entrer dans le réseau.

¹ BAYOT B., DEMBOUR J., DEWAELE E., MABILLE J.-F. et TETART J. "Synthèse du rapport sur les monnaies locales citoyennes en Belgique 2022" [en ligne]. In *Financité*. 2022. Disponible sur : https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/synthese_etude_monnaie_2022.pdf

Quels sont les différents types de MLC à vocation environnementale ?²

Selon l'Agence de la transition écologique en France, il existe trois catégories de monnaies locales à vocation environnementale.

La première catégorie se nomme « les monnaies vertes ». Le principe de ce type de monnaie repose sur un échange d'euros (ou de toute autre monnaie officielle) en monnaie locale, celle-ci pouvant être utilisée par la suite pour se procurer un bien ou un service. Ce type de monnaie permet de flécher la consommation des utilisateur·rice·s vers des acteurs économiques plus respectueux de l'environnement.

La deuxième catégorie est appelée « les monnaies affectées en récompense d'éco-gestes ». Comme son nom l'indique, ce type de monnaie est fourni lorsqu'un particulier fait une action positive pour l'environnement. La récompense donnée suite à ce geste peut être sous forme de monnaie locale mais aussi sous forme de bien (tel qu'un ticket de bus par exemple). Par exemple, l'application ZeLoop permet de gagner des Éco-Rewards grâce à un recyclage des bouteilles plastiques.³

La troisième catégorie est appelée « monnaie d'échange pour mutualiser les ressources ». Le principe est simple : je vends un bien dont je souhaite me débarrasser. En échange, je reçois de la monnaie locale (ou toute autre forme de monnaie : monnaie-temps, jetons, etc.) que je peux utiliser pour racheter un bien dont quelqu'un d'autre souhaite se séparer. Généralement, des plateformes sont conçues pour accompagner ces échanges, par exemple MyTroc⁴ ou encore Graines de Troc⁵. Cela permet d'offrir une seconde vie à certains objets.

Introduction

Les attraits environnementaux positifs des monnaies locales et citoyennes sont souvent mis en avant. Parmi les avantages présentés, on retrouve notamment ceux du soutien à l'économie locale, mais aussi les changements de consommation de la part de leurs utilisateur·rice·s, etc. Cette consommation permet de tendre vers un développement plus responsable.

Cependant, ces arguments sont-ils réellement positifs pour l'environnement ? Les

² ADEME. “Les monnaies complémentaires : outils de la transition énergétique et écologique (TEE)?” [en ligne]. In *Vertigolab*. 2017. Disponible sur le Web: <https://vertigolab.eu/portfolio/ademe-monnaies-locales-complementaires/>

³ BARON P. “ZeLoop: une application eco-friendly qui récompense les bons gestes” [en ligne]. In ADN. Janvier 2022. Disponible sur le Web: <https://business.ladn.eu/news-business/actualites-annonceurs/ze-loop-application-ecofriendly-recompense-recyclage-bouteilles-plastiques/>

⁴ <https://mytroc.fr/>

⁵ <https://www.grainesdetroc.fr/>

monnaies locales et citoyennes permettent-elles un réel changement écologique ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous avons examiné les monnaies locales à vocation environnementale (catégorie 1), autrement appelées les « monnaies vertes ».

Les autres catégories ne sont pas pour autant inintéressantes à étudier mais le moyen utilisé pour atteindre un objectif environnemental est différent, ce qui rend difficile leur comparaison. En plus, les MLC de catégorie 1 sont en plus grand nombre sur le territoire analysé que celles des autres catégories.

Cette catégorie de MLC tente de diriger ses utilisateur·rice·s vers des prestataires plus respectueux de l'environnement, qui respectent la charte de valeurs véhiculée par la monnaie locale.

L'analyse s'appuie sur les monnaies locales et citoyennes en Belgique francophone.

1 Historique des MLC en Belgique francophone

En Belgique francophone, la première monnaie locale et citoyenne encore existante aujourd'hui, l'Epi lorrain⁶ en Gaume et dans le pays d'Arlon, a été mise en circulation en 2012. La dernière en date, la Brawette localisée dans le Brabant wallon ouest, a été mise en circulation en 2021.⁷ Entre ces deux dates, 15 autres MLC ont vu le jour.⁸

Quel contexte de l'époque a pu expliquer l'émergence de ces monnaies locales et citoyennes ? Quels événements ont donné autant d'engouement pour ces nouveaux projets citoyens ?

En 2014, Tatiana Gossuin (animatrice de l'Epi) s'exprimait sur le sujet : « *Les multinationales sont responsables du déclin de nos produits locaux, menaçant la richesse et l'identité de notre région. Les villageois veulent relocaliser, échanger en réseau et trouver des solutions pour s'en sortir ensemble. Aussi, ils veulent que l'argent généré par leurs actions reste dans la région et serve à des projets locaux en accord avec leurs valeurs.* »⁹

Ce contexte particulier est notamment décrit dans une étude effectuée par le Conseil économique, social et environnemental de la Wallonie (CESE) qui retrace l'histoire de la Wallonie. Entre 1996 et 2010, le secteur agricole connaît une baisse économique

⁶ Epi lorrain, site officiel : <https://enepisdubonsens.org/>

⁷ La Brawette, site officiel : <https://www.labrawette.be>

⁸ <https://www.financite.be/fr/article/monnaies-locales-citoyennes-complementaires>

⁹ Le Soir. "L'épi lorrain, une success story" [en ligne]. In *Le Soir*. 19/11/2014. Disponible sur : <https://www.lesoir.be/art/710656/article/demain-terre/economie-positive/2014-11-18/l-epi-lorrain-une-success-story>

sévère, avec une réduction de 15 000 fermes, entraînant un besoin de plus en plus important de s'approvisionner chez les pays voisins. Dans la même période, l'industrie manufacturière wallonne n'a cessé de perdre en importance : celle-ci est de plus en plus délocalisée. Pour finir, la croissance économique visible est principalement due à l'augmentation des exportations. Cela montre une ouverture de l'économie sur le reste du monde.

Entre 2010 et 2020, la production agricole a continué de diminuer. La période est caractérisée par des échanges internationaux en augmentation, par des perspectives économiques compliquées liées à la hausse du prix des matières premières et du cours du pétrole, mais aussi à une forte hausse des déficits publics. Cette situation finit par se traduire par un manque de confiance des ménages et entreprises envers les administrations publiques.¹⁰

Les MLC arrivent dans un contexte de perspectives économiques difficiles.

Les monnaies locales et citoyennes en Belgique francophone arrivent dans ce contexte. Des réflexions sont menées dans le but de relocaliser l'économie, de favoriser une économie locale dans un contexte d'augmentation du commerce international et de diminution de l'industrie/agriculture locales, mais également de permettre aux citoyen·nes·s de se réappropriier l'outil monétaire.

Il faut envisager un fonctionnement monétaire plus juste socialement, mais aussi en matière d'environnement. Les deux aspects, intrinsèquement liés, ne peuvent être séparés dans leur conception et les collectifs citoyens à l'origine des MLC l'ont bien compris.

2 Objectifs environnementaux énoncés par les MLC

Les principaux objectifs énoncés par les MLC existantes en Belgique francophone, tels qu'ils ressortent des différents documents qu'elles ont publiés (*cf. figure 1* en annexe), sont repris dans le tableau ci-après.

¹⁰ BOVEROUX P., GILISSEN P., SIMAR L. et THOREAU F.-L. "75 ans d'histoire économique de la Wallonie" [en ligne]. In *CESE Wallonie*. Mars 2021. Disponible sur le Web: <https://www.cesewallonie.be/sites/default/files/uploads/publications/pdf/75%20ans-ok.pdf>

Objectifs	L'Epi lorrain	Le Val'heureux	Le Ropi	Les Blés	Le Lumsou	Le Voltî	Le Talent	Le Sous-rire	Le SolAToi	L'Orno	Le Lupi	L'Ardoise	La Zinne	Le Carol'Or	Le Yar	La Brawette
Soutien à l'économie locale et aux circuits courts	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X
Promotion de biens et services durables		X			X	X	X	X		X	X	X		X	X	
Soutien aux initiatives respectueuses de l'environnement		X						X			X	X	X			
Respect des êtres vivants	X							X					X			X
Soutien de la biodiversité	X									X	X		X		X	X
Promotion de la souveraineté alimentaire	X	X				X		X				X		X		
Promotion de l'agriculture biologique									X				X			X
Diminution de la consommation d'énergie/d'eau							X		X	X	X					X
Préférence pour les énergies renouvelables								X	X	X	X				X	X
Promouvoir une empreinte écologique basse									X						X	
Diminution de la pollution ¹¹							X									
Promotion d'une économie circulaire							X	X	X	X	X				X	X

Les MLC sont classées par ordre de mise en circulation, de gauche à droite.

¹¹ Pollution olfactive, visuelle, sonore, publicitaire ou lumineuse

Monnaie locale et citoyenne, vecteur de transition écologique ?

Il faut noter que les collectifs citoyens à la base des MLC n'ont pas toujours le temps de mettre à jour leurs documents tels que la charte de valeurs. Sur le terrain, il arrive donc parfois que d'autres aspects environnementaux soient quand même pris en compte. Autre point important : les MLC se sont inspirées les unes des autres pour la rédaction de leur charte.¹²

Cependant, plusieurs observations peuvent être faites sur base du tableau.

Tout d'abord, les monnaies locales et citoyennes en Belgique francophone ont, globalement et au fur et à mesure du temps, pris de plus en plus en considération les aspects environnementaux. Sur le tableau, celles-ci sont placées par ordre de mise en circulation, de la gauche vers la droite.

Ensuite, l'ensemble de ces monnaies soutient l'économie locale et les circuits courts (à l'exception du Yar), et celles-ci considèrent cet objectif comme étant un objectif environnemental. Certaines MLC, comme le Ropi et les Blés, mettent en avant leur aspect environnemental uniquement par ce biais-là et ne l'associent pas à d'autres objectifs plus détaillés.

L'économie locale est généralement associée, intrinsèquement, à un bilan environnemental positif. On oppose d'ailleurs souvent l'économie locale et la mondialisation. Cette dernière, entraînant déforestation, pollution de l'air et de l'eau, disparition et raréfaction de certaines espèces, épuisement des ressources naturelles et réchauffement climatique,¹³ semble totalement à l'encontre de ce qui est promu par l'économie locale.

En revanche, si la mondialisation a beaucoup d'effets négatifs sur l'environnement¹⁴, certains d'entre eux se jouent également sur un territoire plus restreint.

Par exemple, l'alimentation représente aujourd'hui approximativement un quart de l'empreinte carbone d'une personne. Selon l'Agence de transition écologique en France, le mode de production des aliments est plus important que le mode de distribution : « *si les produits sont produits localement mais sous serre chauffée, ceux-ci pourraient consommer plus d'énergie et émettre plus de gaz à effet de serre que les produits importés de pays où ils sont cultivés en plein air, même en incluant le transport.* » Cela met aussi en avant l'importance des produits de saison. Un autre

¹² Les MLC de Bruxelles et de Wallonie ont également été accompagnées par Financité, ce qui peut expliquer les similitudes entre les chartes.

¹³ BONTEMPS P., CALMETTE M.-F. "Mondialisation, commerce international et environnement" [en ligne]. In Cairn. 2010. Disponible sur le Web: <https://www.cairn.info/revue-economique-2010-1-page-1.htm#:~:text=Cette%20croissance%20de%20l%27%C3%A9conomie,des%20ressources%20naturelles%2C%20le%20r%C3%A9chauffement>

¹⁴ *Idem.*

Au fur et à mesure, mes MLC ont pris de plus en plus en considération les aspects environnementaux.

point important : le déplacement des consommateur·rice·s. Si chaque personne fait 10km en voiture afin d'aller chercher 2kg de pommes de terre bio, le bilan carbone pourrait s'avérer négatif ! Cela démontre également l'importance de concentrer les points de vente et de distribution.¹⁵

Cet exemple permet d'illustrer les points de vigilance à garder en tête par rapport à l'économie locale : elle ne peut être associée directement à des avantages environnementaux.

3 Qu'en est-il sur le terrain ?

A ce jour, aucune MLC en Belgique francophone n'a évalué la mise en œuvre concrète de ses objectifs environnementaux sur le terrain. Mettre en place des dispositifs d'évaluation reste cher et la plupart des petites ASBL qui ont lancé leur monnaie locale n'ont pas beaucoup de moyens financiers et humains.

Mais si l'on regarde ce qui a été fait ailleurs, notamment en France, à travers une étude pilotée par le Mouvement Sol auprès de 2 000 utilisateur·rice·s, les MLC conduisent à certains changements de comportements :

- « 48% des sondés ont augmenté leur consommation de produits locaux depuis leur adhésion (même si l'économie locale et les circuits courts ne signifient pas d'office qu'ils aient un impact positif pour l'environnement; voir point suivant) ;
- 36% d'entre eux ont augmenté leur consommation de produits biologiques ;
- 61% se rendent moins en grande surface et 51% ont diminué leurs achats en ligne (diminuant ainsi les impacts de la mondialisation) ;
- 84% ont cherché à réduire leur impact environnemental ;
- 64% ont pris davantage en compte les pratiques écologiques de leurs partenaires commerciaux. »¹⁶

Cette étude démontre un changement de comportement effectif pour les personnes utilisant les MLC, tant au niveau des gestes quotidiens que des intentions environnementales. L'utilisation d'une monnaie locale facilite l'achat responsable et tend vers davantage de comportements écologiques.

¹⁵ LAMY. "Quels sont les bénéfices des circuits courts face au changement climatique" [en ligne]. In *Cabinet Lamy Environnement*. Octobre 2021. Disponible sur le Web: <https://lamy-environnement.com/quels-sont-les-benefices-des-circuits-courts-face-au-changement-climatique/>

¹⁶ POUYAT A. "Monnaies locales: utiles pour l'économie, l'écologie et la démocratie" [en ligne]. In *We Demain Un média pour changer d'époque*. Avril 2021. Disponible sur le Web: <https://www.wedemain.fr/dechiffrer/monnaies-locales-mlc-avantages/>

Les personnes confrontées à des difficultés financières n'ont ni l'envie ni la possibilité d'utiliser des MLC.

3.1 Qui sont les utilisateur·rice·s ?

Raphaël Didier a mené une étude en France sur le profil socio-économique des utilisateur·rice·s de monnaies locales, en particulier la monnaie locale nommée le Florain. Il a identifié 4 profils types qui sont majoritairement diplômé·e·s et/ou très conscientisé·e·s, mais qui ne représentent pas l'ensemble de la population, notamment les plus modestes (cf. *annexe 2* pour plus de détails).

L'étude précise qu'il n'est pas pertinent de ne s'arrêter qu'au profil socio-économique, car certains aspects ne pourraient être pris en compte. Par exemple, l'Eusko en France s'est développé autour de la langue basque traditionnelle : l'euskara, qui est le résultat d'un passé chargé d'histoire sur le territoire. Cependant, dans le cas des monnaies locales complémentaires, « on note une forte représentation des utilisateurs appartenant à la catégorie Cadres et professions intellectuelles supérieures, qui regroupe entre autres les professions scientifiques de haut niveau, les professionnels de l'information des arts et des spectacles, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, et les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise. » Cela peut être expliqué par un taux fixe à parité, lié à l'euro.¹⁷ Ce qui veut dire que les unités de MLC sont immobilisées pour pouvoir être utilisées que dans certains magasins, et que les personnes comptant leur argent à l'euro près ont besoin de ces quelques euros-là. Sans oublier également que ce n'est généralement pas une priorité, à raison, pour ces personnes.

Il faut donc avoir conscience de la représentativité de certains publics dans le cadre des MLC. Les personnes confrontées à des difficultés financières n'auront ni l'envie et/ou ni la possibilité d'utiliser des unités de monnaie locale et citoyenne.

3.2 Les monnaies numériques

Ces dernières années, plusieurs MLC se sont lancées dans la mise en place d'une plateforme informatique permettant d'utiliser leur monnaie en ligne. Les intentions premières étant d'étendre le réseau d'utilisateur·e·s et de faciliter l'utilisation de la monnaie.

Cependant, le numérique est une source d'émission de gaz à effet de serre assez importante à l'heure actuelle, entre autres dû au stockage des données sur les data centers.¹⁸

¹⁷ DIDIER R. "Le profil socio-économique des utilisateurs de monnaies locales en France. Le cas particulier du Florain à Nancy" [en ligne]. In *HAL Open Science*. 2022. Disponible sur le Web: <https://hal.univ-lorraine.fr/hal-03641957>

¹⁸ DUMONT J. "Quelle est l'empreinte carbone d'un data center?" [en ligne]. In *Greenly*. Octobre 2023. Disponible sur : <https://greenly.earth/fr-fr/blog/actualites-ecologie/quelle-est-l-empreinte-carbone-d-un-data-center>

Cela engendre des divergences d'opinion au sein même des collectifs citoyens à la base des monnaies locales et citoyennes. Certaines personnes seront plutôt d'avis qu'il faut garder uniquement le format traditionnel de la monnaie, sous forme de billets. Cela lutte notamment contre la disparition du cash, permet aux gens de se rendre compte de l'utilisation réelle de leur argent, mais cela permet aussi de s'opposer aux data centers et autres formes de pollution que l'utilisation du numérique engendre. D'un autre côté, certaines personnes soutiennent que la numérisation partielle des MLC permettrait de les rendre accessibles au grand public, dans un contexte de numérisation global de la finance et prônent la diversité monétaire.

4 Pistes de réflexion

Certaines pistes de réflexion peuvent être envisagées afin d'augmenter l'impact environnemental des MLC en Belgique francophone.

4.1 La réserve de contrepartie

La réserve de contrepartie, ou fond de garantie, est une réserve de l'ensemble des euros échangés en unité de monnaie locale. Ces euros sont déposés sur un compte et personne n'y touche, offrant la possibilité aux personnes de reconvertir leur unité de MLC en euros. Cette réserve est donc stagnante. C'est pourquoi elle pourrait être partiellement réinvestie dans des projets porteurs de sens pour l'ASBL lorsque le capital accumulé devient important.¹⁹

Aujourd'hui, certaines MLC en Belgique francophone ont décidé d'investir une partie de leur réserve dans certains projets. Par exemple, le Volti a investi 7 500 euros de parts dans la coopérative Terre-en-vue, qui permettra le développement d'une ferme.²⁰ Il y a également « *l'Epi qui collabore avec Crédal depuis 2013, une coopérative active dans la finance solidaire, pour qu'une partie de son fonds de garantie soit transformé en micro-crédit permettant à de jeunes maraîchers, par exemple, de lancer leur activité.* »²¹

Cette possibilité d'investissement pourrait être appliquée à d'autres MLC en Belgique francophone dont la réserve de contrepartie est suffisamment importante, offrant à certains projets environnementaux la possibilité de se développer.²²

¹⁹ VIVRE ENSEMBLE. "La Monnaie citoyenne: un outil de Transition?" [en ligne]. In *Vivre Ensemble Education*. 2016. Disponible sur : https://archives.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2016-03_monnaie_citoyenne_transition.pdf

²⁰ Le Volti, site officiel, disponible en ligne: <https://levolti.be/wakka.php?wiki=SuivI>

²¹ VIVRE ENSEMBLE. "La Monnaie citoyenne: un outil de Transition?" [en ligne]. In *Vivre Ensemble Education*. 2016. Disponible sur le Web: https://archives.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2016-03_monnaie_citoyenne_transition.pdf

²² Une analyse Financité été réalisée sur le sujet : DEWAELE E. et TADJUDJE W., "Monnaies

4.2 L'augmentation du nombre d'utilisateur·rice·s

Précédemment, il a été démontré que l'utilisation d'une MLC entraînait des changements de comportements, incluant de nouvelles habitudes à vocation environnementale. De ce fait, il pourrait être envisagé d'augmenter la communication de ces monnaies locales et citoyennes afin de trouver de plus en plus d'utilisateur·rice·s, voire même de toucher d'autres publics. Cela induirait de plus en plus de comportements responsables.

Cependant, c'est une tâche nécessitant des moyens humains et financiers importants, ce que n'ont pas toujours les collectifs développant les MLC.

*Léonie Duray
Décembre 2023*

citoyennes : quelle proportion des euros en dépôt réinvestir ?", Financité, Décembre 2016, disponible sur https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/161219_monnaies_citoyennes_des_bons_de_soutien_a_leconomie_local_convertibles_via_une_reserve_de_contrepantie_lr_rev_template.pdf

Annexes

Figure 1

Tableau récapitulatif de tous les aspects environnementaux énoncés par les 16 MLC existantes en Belgique francophone

MLC	Effets environnementaux positifs énoncés par la MLC
<i>L'Epi lorrain</i> (Gaume et pays d'Arlon)	Cette MLC n'a pas d'objet, en tant qu'ASBL, se rapportant à l'environnement. L'accent est plutôt mis sur " <i>l'autonomie économique locale</i> " et la réappropriation des moyens d'échange. La Charte de valeurs, quant à elle, souligne certains aspects environnementaux. Notamment celui-ci: " <i>avec notre monnaie, nous souhaitons vivre des liens économiques respectueux de la nature et de la vie; nous voulons que le développement durable devienne un concept réalisable.</i> " La souveraineté alimentaire est également mise en avant. Les prestataires s'engagent à: <ul style="list-style-type: none"> - agir localement à la construction d'une économie harmonieuse et respectueuse de l'être humain et de son environnement; - utiliser les circuits les plus courts possibles.
<i>Le Val'Heureux</i> (Région de Liège)	Dans ses statuts (2014), il est mentionné que l'ASBL a pour but, entre autres, " <i>de faire la promotion de circuits courts, de la souveraineté alimentaire, des biens et services durables</i> ". La charte de valeurs reprend: <ul style="list-style-type: none"> - renforcer et valoriser l'économie locale et les circuits courts ; - favoriser l'utilisation de biens et de services socialement responsables ; - soutenir les initiatives respectueuses de l'environnement.
<i>Le Ropi</i> (Mons-Borinage)	Le Ropi ne reprend pas d'objet environnemental à proprement parler dans ses statuts. Dans ses objectifs, le Ropi met en avant la protection de l'environnement grâce aux circuits courts .
<i>Les Blés</i> (Grez-Doiceau/Chaumont-Gistoux)	L'ASBL met en avant le développement du concept d' économie locale dans ses statuts. Son site internet énonce aussi l'objectif suivant: " <i>favoriser les circuits courts</i> ".
<i>Le Lumsou</i> (Région de Namur)	Ses statuts (2017) évoquent vaguement l'environnement dans son objet: " <i>de prendre part à une dynamique de la Transition, d'engagement individuel et collectif qui tente d'apporter une réponse locale aux défis économiques, sociaux et environnementaux de notre société.</i> " Son site internet reprend les différents objectifs environnementaux, de manière plus claire:

	<ul style="list-style-type: none"> - faciliter la mise en réseau de producteurs, commerçants et consommateurs locaux pour accroître les circuits courts; - valoriser les biens et services de la région qui sont respectueux de l'environnement et/ou solidaires afin de rendre plus accessible une consommation éthique et durable.
<p><i>Le Voltî</i> (Marche, Ciney et alentours)</p>	<p>Dans ses statuts (2016), l'objet social se veut également environnemental: "<i>L'association a pour buts, en dehors de tout but de lucre, de promouvoir et favoriser l'autonomie économique locale, les circuits courts, la souveraineté alimentaire, le développement d'une finance responsable et solidaire, un autre rapport à l'argent et, d'encourager l'échange de biens et services durables.</i>"</p> <p>Le site internet reprend également un effet environnemental positif en plus: "<i>En achetant local, vous évitez de longs trajets inutiles et polluants aux produits consommés.</i>" L'économie locale est bien une de leurs préoccupations.</p>
<p><i>Le Talent</i> (Centre du Brabant wallon)</p>	<p>Les statuts (2014) évoquent un objet, en partie, environnemental: "<i>inciter les citoyens et les collectivités à adopter des comportements responsables, notamment, en matière d'environnement, de participation et de solidarité.</i>"</p> <p>La Charte de l'ASBL évoque l'importance des circuits courts mais aussi valorise les prestataires qui sont attentifs aux impacts environnementaux de leurs activités au niveau de la mobilité, de la gestion des déchets, de l'utilisation de l'eau et de l'énergie, mais aussi la pollution olfactive, visuelle, sonore, publicitaire ou lumineuse.</p>
<p><i>Le Sous-rire</i> (Malmedy et ses alentours)</p>	<p>L'objet social de l'ASBL reprend un objet environnemental: "<i>faire la promotion de circuits commerciaux courts, de la souveraineté alimentaire locale et des biens et services durables.</i>"</p> <p>La Charte d'adhésion destinée aux prestataires reprend les objectifs recherchés par la MLC, dont certains sont axés "environnement" comme ceux-ci:</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer et valoriser l'économie locale et les circuits courts; - soutenir les initiatives respectueuses de l'environnement et de l'homme; - encourager les choix de consommation responsables et durables; - promouvoir en particulier la souveraineté alimentaire. <p>Cette charte demande également aux prestataires de s'engager à favoriser le respect de l'environnement (éviter le gaspillage, préférer les énergies renouvelables, minimiser les déchets, respecter le principe de non-appropriation du vivant).</p>
<p><i>Le SolAToi</i> (Environ de Ath)</p>	<p>Le SolAToi reprend un aspect environnemental dans son objet social en tant qu'ASBL: "<i>prendre part à une dynamique de la Transition, d'engagement individuel et collectif qui tente d'apporter une réponse locale aux défis économiques, sociaux et environnementaux de notre société.</i>"</p>

	<p>La Charte de valeurs contient un volet écologique, déterminé comme suit: <i>“favoriser les comportements visant à réduire l’empreinte écologique humaine afin de garantir à chacun et aux générations futures des conditions d’existence soutenables.”</i></p> <p>Reprenant certains objectifs spécifiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> - promouvoir les modes de production écologiques, biologiques et artisanales moins gourmands en ressources énergétiques; - favoriser les économies d’énergie ou l’utilisation des énergies renouvelables; - minimiser les déchets notamment liés aux emballages mais également au niveau de la production; - réduction des transports par l’organisation de circuits courts.
<p><i>L’Orno</i> (Bassin de l’Orneau)</p>	<p>L’objet social de cette MLC contient un volet environnemental:</p> <ul style="list-style-type: none"> - promouvoir les circuits courts; - favoriser les pratiques durables et responsables, respectueuses de l’environnement. <p>La Charte véhiculée par l’ASBL reprend, en plus de ceux déjà cités, certains aspects environnementaux adressés aux prestataires:</p> <ul style="list-style-type: none"> - éviter le gaspillage; - diminuer la consommation d’énergie; - préférer les énergies renouvelables; - minimiser les déchets; - soutenir la biodiversité.
<p><i>Le Lupi</i> (Région du Centre)</p>	<p>Aucun aspect environnemental ne figure dans les statuts (objet social) de l’ASBL.</p> <p>Dans la Charte de valeurs du Lupi, certains objectifs environnementaux y figurent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser et accroître les circuits courts; - valoriser les biens et services de la région, notamment les initiatives locales respectueuses de l’environnement; - pousser ainsi les citoyens vers des comportements de consommation éthique et répondant aux enjeux environnementaux. <p>La charte demande également aux prestataires, en-dehors des objectifs déjà mentionnés, de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser les produits locaux; - minimiser les déchets, voire devenir commerçant “zéro déchet”; - éviter le gaspillage; - diminuer la consommation d’énergie; - préférer les énergies renouvelables; - soutenir la biodiversité.
<p><i>L’Ardoise</i> (Ardenne méridionale)</p>	<p>Les statuts de de l’ASBL (2023) contiennent des aspects environnementaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> - inciter les citoyens et les collectivités à adopter des comportements responsables en matière d’environnement;

	<ul style="list-style-type: none"> - faire la promotion des circuits courts, de la souveraineté alimentaire et des biens et services durables. <p>La Charte reprend certains aspects en plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer et valoriser l'économie locale; - soutenir les initiatives respectueuses de l'environnement. <p>Les prestataires doivent s'engager à soutenir l'économie locale et l'utilisation de produits locaux mais <u>favoriser le respect de l'environnement est optionnel!</u></p>
<p><i>La Zinne</i> (Région bruxelloise)</p>	<p>L'association a pour buts environnementaux (repris dans ses statuts) de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer et valoriser les circuits courts par la mise en réseaux des différents acteurs; - soutenir les activités qui reconnaissent et respectent les limites de la planète, n'en épuisent pas les ressources et participent à l'amélioration des écosystèmes. <p>Le prestataire doit respecter le critère environnemental suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas porter atteinte à l'environnement ou au vivant <p>et doit rencontrer en outre au minimum deux critères suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - local (production, approvisionnement); - circuit court; - bio et produits naturels; - initiatives favorables à l'environnement.
<p><i>Le Carol'Or</i> (Pays de Charleroi et de la Haute Sambre)</p>	<p>Les statuts contiennent différents aspects environnementaux tels que les circuits courts, la souveraineté alimentaire et l'échange de biens et de services durables.</p> <p>Sa charte met en avant le fait de favoriser le commerce respectueux de l'environnement.</p>
<p><i>Le Yar</i> (Tournai)</p>	<p>Aucun aspect environnemental ne figure dans l'objet social de l'ASBL.</p> <p>La Charte de valeurs, quant à elle, s'intéresse à l'environnement: Promouvoir une consommation respectueuse de l'environnement; les partenaires sont attentifs aux impacts environnementaux de leurs activités en minimisant les déchets, en évitant le gaspillage, en préférant les énergies renouvelables et en respectant les ressources naturelles, en favorisant l'empreinte écologique la plus basse.</p>
<p><i>La Brawette</i> (Ouest du Brabant wallon)</p>	<p>L'association a pour but, entre autres, de prendre part à une dynamique de transition afin d'apporter une réponse locale aux défis environnementaux de notre société.</p> <p>La Charte de valeurs reprend plusieurs objectifs environnementaux regroupés sous deux titres globaux:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir une économie respectueuse de l'humain et de l'animal: <ul style="list-style-type: none"> - promouvoir les circuits courts entre producteurs ou productrices et consommateurs ou consommatrices, la connaissance et le respect mutuel; - veiller au bien-être animal, s'opposer à la production

	<p>industrielle d'animaux et aux produits qui en découlent.</p> <p>2. Promouvoir une économie durable dans un écosystème préservé:</p> <ul style="list-style-type: none"> - soutenir la biodiversité et un système agro-alimentaire durable, préférer l'agriculture bio ou raisonnée, respectueuse de l'humain, de l'environnement et de l'ensemble de l'écosystème; - diminuer les consommations d'énergie et préférer les énergies renouvelables; - choisir la réparation ou le recyclage plutôt que le rebut, développer l'économie circulaire pour minimiser les déchets et éviter le gaspillage.
--	---

Tableau réalisé à partir des statuts, des chartes de valeurs et des rapports d'activité des différentes MLC mais également de leurs sites internet.

Ce tableau a été réalisé sur base des documents officiels disponibles sur le Web. Nous n'avons pas trouvé les Chartes de valeurs du Volti et des BLES.

Figure 2

Les 4 profils types d'utilisateurs de la MLC Le Florain en France

*“**L’engagé politique** (adhérent très actif de la monnaie et membres dans différentes associations liés à l’écologie), **le gentrifieur** (adhérent très diplômé, souvent dans un emploi de cadre, dépense beaucoup d’unités de MLC, fort sentiment d’appartenance à la communauté mais pas membre actif au sein de l’association), **le simple utilisateur** (utilise la MLC uniquement parce que c’est sur le territoire où il vit, pas de fort sentiment d’appartenance à la communauté et pas de réelle compréhension des enjeux liés) et pour terminer, **le culturel** (adhérent très diplômé qui exerce un emploi intermédiaire; employé, technicien, etc., proximité cognitive avec d’autres utilisateurs, veut faire primer le capital culturel sur le capital économique).”*

Recommandations Financité

En lien avec cette analyse, le mémorandum Financité « *52 propositions pour une finance au service de l'intérêt général, proche et adaptée aux citoyen-ne-s* »²³ plaide pour.

Financité demande aux autorités régionales et communales de placer les monnaies locales et citoyennes au cœur des politiques de développement local pour favoriser les filières de circuits courts et les alternatives de consommation, d'épargne et de production locales, équitables, durables, saines et transparentes.

Financité demande aux autorités régionales et communales de soutenir le développement des monnaies locales et citoyennes avec des mesures concrètes comme, par exemple, le paiement des primes des pouvoirs locaux en monnaies locales et citoyennes, l'émission de chèques locaux libellés en monnaies locales et citoyennes, l'acceptation de celles-ci pour les paiements à réaliser auprès des pouvoirs locaux ou l'organisation de comptoirs de change.

Financité demande aux autorités fédérales d'adapter le cadre légal, notamment en offrant la possibilité de payer une partie des salaires en monnaie locale et citoyenne moyennant l'accord du salarié et d'émettre des chèques-repas libellés en monnaie locale et citoyenne.

²³ Mémorandum Financité 2024 / <https://www.financite.be/fr/news/decouvrez-notre-memorandum-en-vue-des-elections-2024>

A propos de Financité

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyen·ne·s et des acteurs sociaux se rassemblent au sein de Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

L'asbl Financité est reconnue par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.

